

GRAND DÉBAT NATIONAL

À ARRAS



**SAMEDI
2 FÉVRIER 2019**



SYNTHÈSE



Déroulement de la journée

Le Grand Débat National s'est déroulé de 9H à 16H dans différentes salles de l'Hôtel de Ville d'Arras agencées pour recevoir les citoyens désireux de participer au débat. Chaque salle avait son thème affecté. Quatre thèmes principaux et deux thèmes annexes étaient proposés :

- Démocratie et Citoyenneté
- Fiscalité et dépenses publiques
- Organisation de l'Etat et des Services Publics
- La Transition écologique
- Autres sujets
- Adolescents et Enfants

	Democratie et Citoyenneté	Fiscalité et dépenses publiques	Organisation de l'état et des services publics	Transition écologique	Autres	Ados et enfants	TOTAUX
	S1	S2	S3	S4	S5	S6	
Nbre de tables	7	10	8	7	6	1	39
Nbre de personnes	77	67	68	60	34	3	309
Nbre de lignes de S/Thèmes	72	61	48	80	29	11	301

Chaque salle était équipée de 6 tables numérotées autour desquelles gravitaient plusieurs animateurs, rapporteurs et garants chargés de veiller au bon déroulement des débats. Les discussions se sont déroulées dans un climat majoritairement serein et respectueux des règles établies. A la fin de chaque tranche horaire écoulée, les rapporteurs faisaient parvenir au secrétariat les tableaux documentés de chaque table ronde.

Le secrétariat se composait de 4 secrétaires permanents et d'une secrétaire polyvalente. La retranscription des écrits se faisait au terme de chaque tranche horaire.

Au total 309 personnes ont participé à la journée d'échanges dont 272 pour les quatre thèmes principaux et 37 pour les thèmes annexes. 301 lignes d'écriture correspondant aux sous thèmes ont été répertoriées. Chacune d'elles formalise le sous thème abordé, les constats et remarques énoncés en rapport avec ce sous thème ainsi que les propositions faites.



Atelier "Démocratie et Citoyenneté"

Synthèse des débats

L'atelier Démocratie et Citoyenneté a accueilli, entre 9h et 16h, 77 participants, qui se sont répartis entre 7 tables rondes différentes. Ils ont échangé sur des thématiques librement choisies. Un total de 72 lignes de sous thèmes ont été ainsi recensées.

Il apparaît clairement de ces échanges que chaque contribution s'engage vers une voie pour plus de démocratie et plus de citoyenneté, qui se placent donc comme les corolaires de notre société. Ce thème englobait la laïcité, l'immigration, le civisme, les institutions de la République, mais aussi les outils de la démocratie représentative, tels que les modalités de vote et le système de représentation des élus.

Les opinions ont divergé quant à savoir comment apporter plus de démocratie et plus de citoyenneté, néanmoins il ressort clairement trois grandes idées, piliers de tête de ce débat : Les modalités de vote, la représentation des élus et la laïcité.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE			
N° S/ thèmes	Nbre	Définition des sous thèmes	
4	15	Les parlementaires et élus	
6	12	Démocratie participative nationale, locale	
1	9	Représentativité du peuple	
3	7	La confiance envers les élus	
5	6	Modalités du vote	
8	5	Les comportements civiques, les incivilités	
9	5	La laïcité, valeurs de la république	
11	5	Hors thème	
7	3	L'immigration, les discriminations, modalités d'intégration	Nbre de tables
10	3	Contrepartie pour les allocations de solidarité	Nbre de personnes
2	2	Organisations syndicales et professionnelles	Nbre de lignes S/Thèmes
			7
			77
			72

Les parlementaires et élus :

En ce qui concerne le système de représentation des élus, plusieurs points de vue se sont confrontés vis-à-vis du nombre des parlementaires. Effectivement si certains étaient pour plus de parlementaires, d'autres au contraire militaient pour leur réduction. Mais si le consensus n'était pas présent sur ce point, chacun se retrouvait sur l'importance de mieux contrôler les dépenses des élus de la nation.

- Le vote à la proportionnelle risque de donner naissance à deux types d'élus.
- Il est demandé de réduire le nombre d'élus : députés, sénateurs.
- Les élus doivent rendre compte de leur travail aux électeurs, et il serait souhaité d'avoir un droit de révocation d'élus en cas de défaillance.
- Les députés doivent s'aider de leur suppléant : le député à l'assemblée et le suppléant en contact avec le terrain.
- Il ne peut y avoir de vote s'il n'y a pas au moins deux tiers de présence à l'Assemblée Nationale et au Sénat.
- Il faut travailler sur le statut des maires qui sont en voie de disparition.
- Les élus doivent montrer l'exemple et avoir l'interdiction d'exercer leur mandat en cas de problèmes judiciaires.

Les modalités de vote :

Tout d'abord, la baisse de la participation des électeurs aux différents rendez-vous électoraux a été clairement évoquée comme un problème récurrent. Partant de ce postulat, la question était de trouver des solutions afin de ramener les électeurs aux urnes. De plus, différentes propositions souhaitaient un vote plus juste et mieux pris en compte, ainsi trois grandes initiatives ont été proposées :

- 1/ La prise en compte du vote blanc dans les échéances électorales
- 2/ La création d'une dose de représentation proportionnelle dans le scrutin des élections législatives
- 3/ Le déplacement des élections législatives au mi-mandat présidentiel.

Autres propositions :

- S'il y a une majorité de votes blancs : annulation du scrutin
- Il est demandé de rendre le vote obligatoire.
- Les informations sur le vote doivent faire l'objet du retour de l'instruction civique à l'école pour apprendre aux élèves l'objet du vote ...

La représentativité du peuple et la démocratie participative:

Au niveau local, il a été évoqué la création d'un comité de citoyens bénévoles, qui en amont des conseils municipaux ou autres entités régionales ou nationales serait appelés à rendre des avis sur certains points importants, avant le passage devant les élus.

- Il est noté que beaucoup d'élus sont énarques et n'ont pas connaissance des besoins des électeurs
- Le risque de voir, par le biais du RIC, une paralysie de la démocratie.
- Ce que pense le peuple doit être pris en compte par les élus.
- Encourager la proposition de lois par les citoyens avec un élu pour rendre compte.
- Le parlementaire doit contrôler l'application de la loi.



La laïcité :

Concernant la laïcité, l'importance de celle-ci n'est pas absolument pas remise en cause, au contraire. La véritable question est de savoir comment la faire mieux appliquer. Ainsi, il est apparu qu'il était primordial de renforcer le lien entre laïcité et éducation. Il est proposé de faire de l'enseignement de la laïcité une véritable institution de la République, qui à l'école comme dans les autres instances éducatives deviendrait un pré requis de la vie du citoyen français.





Atelier "Fiscalité et Dépenses Publiques"

Synthèse des débats

L'atelier Fiscalité et Dépenses Publiques a accueilli, entre 9h et 16h, 67 participants, qui se sont répartis au cours de 10 tables rondes différentes. Ils ont échangé sur des thématiques librement choisies. Au total 61 lignes de sous thèmes ont ainsi été recensées.

Cette synthèse recense essentiellement les éléments récurrents évoqués dans les différentes tables.

L'essentiel des échanges a porté sur la fiscalité proprement dite.

Un sentiment d'injustice fiscale domine les débats, qu'il ne faut pas confondre avec un rejet de l'impôt. Au contraire, une majorité de participants préconise, dans un souci de renforcer le sentiment d'appartenance à la société, ou dit autrement, pour mieux faire société, d'élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu à l'ensemble des citoyens, même s'il s'agit, pour les plus modestes, de verser une contribution symbolique.

FISCALITE et DEPENSES PUBLIQUES			
N° S/ thèmes	Nbre	Définition des sous thèmes	
1	30	La fiscalité (plus juste, efficace)	
4	5	La fiscalité pour l'écologie	
2	4	La réduction du déficit	
3	4	La dette publique	
6	4	La fiscalité pour la protection sociale	
12	4	Hors sujet	
7	3	La fiscalité pour l'éducation	
5	2	La fiscalité pour la santé	
10	2	La charge de la dette	
8	1	La fiscalité pour la recherche	Nbre de tables
9	1	La fiscalité pour les administrations	Nbre de personnes
11	1	Information sur les impôts et taxes	Nbre de lignes S/Thèmes
			10
			67
			61

L'injustice fiscale se manifeste, aux yeux des participants :

- Par une fiscalité fondée pour l'essentiel, à l'exception de l'Impôt sur le Revenu, sur la proportionnalité, plutôt que sur la progressivité.
- Par l'absence de prise en compte des situations particulières : taux de TVA insuffisamment adaptés aux ressources de chacun, aux usages et aux charges liés à la fracture territoriale, à l'éloignement des services publics (transport), au poids croissant des dépenses contraintes (logement, en particulier dans le parc privé, faute de pouvoir accéder au logement social dans les territoires éloignés).

- Par une progressivité insuffisante de l'IR, touchant les tranches supérieures
- Par la suppression de l'imposition sur le capital
- Par l'importance des niches fiscales, de la fraude et de l'évasion fiscales (des participants se sont référés aux rapports de la Cour des Comptes sur ces sujets)
- Par l'absence de fiscalité adaptée dans le secteur du numérique et des nouvelles technologies (robot, intelligence artificielle)

Les préconisations les plus évoquées ont été les suivantes :

- Accroître la progressivité de l'impôt :
 - Par la création d'une ou deux tranches supplémentaires de l'IR
 - Par l'instauration d'une progressivité de la CSG
 - Par la réforme de la taxe foncière en la calculant, non plus sur la valeur locative, mais sur les ressources des foyers
- Réformer la TVA sur la base d'une différenciation des taux selon les produits : baisse des taux, voire suppression sur les produits de première nécessité, augmentation pour les produits de luxe
- Lutter plus efficacement contre la fraude et l'évasion fiscale, en renforçant notamment les moyens de contrôle
- Imposer les GAFAs et les multinationales, ainsi que les robots et l'intelligence artificielle
- Evaluer l'utilité économique et sociale de chacune des 474 niches fiscales, représentant un coût global de plus de 100 Milliards
- Mettre en place un volet fiscal, dans une démarche de renforcement de la cohérence des territoires, qui aurait pour but de réduire le poids des dépenses contraintes (immobilier), de certaines taxes (transport), et d'élargir l'offre de services publics au-delà des périmètres des intercommunalités de centralité (Métropoles, Communautés Urbaines et d'Agglomération)
- Au final, c'est à un véritable Grenelle de la fiscalité qu'appellent les participants, pour une remise à plat complète du système.

D'autres thèmes ont été abordés avec des préconisations plus isolées

- La protection sociale : réduction de remboursements des médicaments de confort, réforme du financement à l'acte avec un rééquilibrage entre hôpital public et hôpital privé, instauration du revenu universel (une seule proposition)
- Fiscalité locale : renforcement de la péréquation, consultation des citoyens sur les budgets et les investissements.
- Information des citoyens : serait de nature à améliorer le consentement à l'impôt et à renforcer leur intérêt pour l'action publique.



- Elus : réduction des frais de fonctionnement liés aux fonctions électives (élus en place et anciens élus, notamment les anciens Présidents de la République).
- Fonction Publique : allègement le mille-feuille territorial et réduction des effectifs de la Fonction Publique Territoriale.

Certains thèmes n'ont quasiment pas été traités

- Il s'agit de la dette, des économies sur les politiques publiques ; l'ISF n'a été abordé qu'à une seule reprise (demande de restauration de l'imposition du capital et de baisse de la part patrimoniale).





Atelier "Organisation de l'état et des Services Publics"

Synthèse des débats

L'atelier Organisation de l'état et des Services Publics a accueilli, entre 9h et 16h, 68 participants, qui se sont répartis au cours de 8 tables rondes différentes. Ils ont échangé sur des thématiques librement choisies. Au total ce sont 48 lignes de sous thèmes qui ont été recensées.

L'évolution des services publics :

Les personnes qui se sont exprimées restent attachées aux services publics. Selon ces dernières, certaines simplifications de processus dans les services ont été mal étudiées, ce qui pénalise les utilisateurs et augmente la pression au travail des fonctionnaires. Il ne doit plus y avoir de privatisation et la dématérialisation doit être mesurée au plus juste pour ne pas déshumaniser plus encore les services à la population. La formation à internet doit être garantie pour tous par la création de formations itinérantes dans les territoires.

ORGANISATION de L'ETAT et SERVICES PUBLICS				
N° S/ thèmes	Nbre	Définition des sous thèmes		
6	14	Evolution des services publics		
10	8	La formation de l'administration (prof, fonct, agent ...)		
3	6	Accès aux services publics		
1	5	Echelons administratifs		
7	4	Démarches administratives		
2	3	Collectivités territoriales		
5	3	Maison de services publics		
9	3	Autonomie des fonctionnaires de terrain	Nbre de tables	8
4	1	Accompagnement nouvelles démarches administratives	Nbre de personnes	68
8	1	Règles administratives inutiles ou complexe	Nbre de lignes S/Thèmes	48

- Il faut augmenter le nombre de référents pour répondre correctement aux attentes de la population.
- Il n'y a pas de contre partie pour les personnes touchant des aides. Il pourrait y avoir création de missions dans l'administration pour les bénéficiaires d'aides.
- Dans l'Éducation Nationale les inégalités dans les répartitions des postes d'enseignants ne répondent pas au besoin. L'incohérence et les nombreuses réformes pénalisent le monde de l'enseignement. On ferme des classes de 14 élèves en campagne et l'on rouvre des classes de 12 élèves en milieu urbain. Il faut prendre modèle sur des méthodes qui ont fait leur preuve comme au Danemark et au Canada.
- Les professeurs doivent être affectés fonctionnellement dans les zones d'éducation prioritaires : Les plus compétents aux postes difficiles.
- Les services de contrôles (fraudes fiscales, douanes, sanitaire, vétérinaire ...) doivent être renforcés pour lutter contre les entreprises malveillantes et l'évasion fiscale.

Les formations dans l'administration :

La formation des agents de la fonction publique est un sujet qui a retenu l'attention des participants. Il est constaté qu'il y a un sentiment de dévalorisation des fonctionnaires dans les services publics.

- Les formations pour l'encadrement ne sont pas mises en application sur le terrain ce qui influe sur la santé et la qualité du travail des agents. Le contrôle des acquis des formations devraient faire l'objet mesures concrètes sur les résultats.
- Dans le milieu de l'enseignement les formations ne sont pas en adéquation avec le travail demandé aux enseignants. Le manque de pratique et les mises en situation sur le terrain font défaut. Le cursus des formations doit intégrer ces remarques car cela pénalise la qualité de l'enseignement en général.
- Dans le même ordre d'idée il est constaté que les diplômes ne sont pas reconnus à leur juste valeur, qu'il n'y a pas de respect pour les compétences acquises en formation. Pour cela, l'affectation des postes à pourvoir doit être liée aux diplômes et aux aptitudes des postulants.

L'accès aux services publics :

La disparité dans les accès aux services publics discrimine une partie de la population. Le développement de la dématérialisation est à mettre en pratique lorsque toutes et tous peuvent y accéder. La réduction des strates administratives doit permettre la réduction des temps de réponses aux problèmes exposés.

- L'éloignement et la lenteur dans les réponses aux questions posés dans les services publics accentuent un sentiment d'injustice dans le traitement des dossiers. Pour répondre à cela, il est nécessaire de réduire en premier lieu les strates administratives, de regrouper et de mettre en place des "stations itinérantes" au plus près de la population.
- Il est possible également de dématérialiser des opérations simples de traitement. Par contre, les coûts induits ne sont pas acceptables. Les appels surtaxés doivent être supprimés pour les renseignements par téléphone. Le nombre d'interlocuteurs doit être augmenté.
- Il faut lutter efficacement contre la désertification du milieu médical en campagne.
- Les urgences ne doivent pas faire l'objet d'indisciplines et les appels inopinés doivent être sanctionnés. La signature d'une charte de bonne conduite et ou la remise au goût du jour de l'instruction civique dans les écoles serait un des points d'appui au retour civisme de chacun.

Les échelons administratifs :

Le mille feuilles administratif donne à la population un ressenti négatif. Qui fait quoi, où, quand, comment, pour qui ... ? Egalement, dans les collectivités territoriales, trop d'échelons sont constatés.

- Il y a trop d'échelons étatiques. La simplification par le regroupement pour exemple des régions avec les départements permettraient de simplifier les démarches et feraient gagner de l'argent aux contribuables.



- Les démarches administratives sont longues, complexes et manquent d'humanisme. Il faut pouvoir identifier l'interlocuteur privilégié pour la résolution de chaque problème. Au même titre, la signature électronique avec accusé de réception devrait être étendue pour simplifier la finalisation des dossiers.
- Les collectivités territoriales doivent faire l'objet de simplifications administratives. IL y a trop de disparités entre les DOM TOM et la métropole. L'adaptation des moyens doit passer par la mise en place des Maisons de Services publics.
- Il faut renforcer le pouvoir des régions, des intercommunalités sans remettre en cause le pouvoir des maires et sans dupliquer les services.
- Les réunions d'enquêtes publiques sont décentralisées. Les principaux acteurs doivent pouvoir intervenir sans problème aux débats.

Les maisons de services publics :

- Il y a trop de services éclatés. La création de pôles d'informations multi services et le regroupement des services comme la CPAM, CAF, MDPH, Carsat pour exemple simplifierait la vie des usagers et engendrerait des économies.
- La création de poste "d'écrivains publics" dans les maisons de services publics rendrait service aux personnes qui ne disposent pas d'internet pour assurer leurs démarches administratives.

Enfin dans des sujets autres, il est demandé de rétablir une justice de proximité. De répartir équitablement les effectifs de la police et de la gendarmerie dans les régions. Sur un autre point, que soit pris en compte le niveau de compétences des fonctionnaires plutôt que le favoritisme et l'ancienneté.





Atelier "La Transition Ecologique"

Synthèse des débats

L'atelier sur la Transition Ecologique a accueilli, entre 9h et 16h, 60 participants qui se sont répartis autour de 7 tables rondes différentes. Ils ont échangé sur des thématiques librement choisies. Au total 80 lignes de sous thèmes ont été recensées. Cet atelier a été le plus prolifique dans les remarques.

TRANSITION ECOLOGIQUE			
N° S/ thèmes	Nbre	Définition des sous thèmes	
7	18	Changement de mode de déplacement	
5	12	Isolation, Mode de chauffage	
6	10	Taxes sur les carburants	
16	7	Eco citoyenneté	
8	6	Financement de la transition écologique	
17	5	Sources d'énergie et modifications	
10	4	L'écologie et l'Europe	
12	4	Bio et local	
3	3	Dérèglement climatique	
11	3	Production Energie	
1	2	La pollution de l'air	
4	2	Disparition des espèces	
15	2	Alimentation	
14	1	Robotique et intelligence artificielle	
18	1	Conscience globale	
2		L'érosion des côtes	Nbre de tables
9		Taxation des produits dangereux	Nbre de personnes
13		Ecologie dans le monde	Nbre de lignes S/Thèmes
			7
			60
			80

Les modes de déplacements :

Ce sujet arrive en tête des préoccupations des participants au débat. La voiture est sujette à toutes les critiques, son utilisation est remise en cause car la pollution par les motorisations diesel nuit gravement à la santé.

- De même, trop de voitures circulent. Le covoiturage est présenté par tous comme une alternative aux problèmes, le développement des transports en commun venant renforcer cette idée.
- La création de voies lentes est évoquée pour les véhicules qui ne pratiquent pas le covoiturage.
- La mise en place comme à Toulouse d'un réseau "Pouce stop" pour inciter également au covoiturage est évoquée.

La gratuité des transports fait partie du lot de propositions émises. Le développement du nombre de pistes cyclables doit permettre en outre de remplacer la voiture en ville.

- Il est souhaité que les camions soient mis sur les rails pour les longs déplacements.
- La SNCF doit revoir et améliorer ses sources d'énergie.
- Le monde rural doit avoir la possibilité de profiter de primes pour les déplacements et les transports "doux".
- L'achat de vélos électriques doit être promu et aidé.

L'isolation et le mode chauffage :

La production d'électricité doit passer par les alternatives : éoliennes, panneaux solaires, pompe à chaleur, marée motrice... Il faut établir un plan énergétique pérenne pour développer des modes de chauffage autres et généraliser l'isolation des habitations. Pour exemple coupler l'énergie avec la production d'hydrogène.

- Pour cela, les contrôles doivent s'avérer plus sévères pour les propriétaires qui n'isolent pas leurs locations.
- Le montage financier des dossiers d'aides à l'isolation pour les particuliers et les artisans doit être moins compliqué à établir.
- Les plans nationaux d'isolation ne sont pas connus de tous. La communication doit être plus développée.
- Ne plus construire de maison tout électrique s'il n'y a pas de solutions alternatives mises en place.
- Des points info énergie seraient nécessaires. Les constructions anciennes doivent faire partie des priorités pour garantir une réduction des coûts liés à l'énergie et assurer un avenir moins pollué par la consommation énergétique.

Les taxes sur les carburants :

Afin de lutter de manière efficace contre la pollution, il est avéré que les taxes sur les carburants des plus gros utilisateurs doivent être fortement augmentées.

- Les avions, les bateaux, portes containers et autres camions sont la cible des écologistes. A contrario, il faut trouver le bon équilibre pour les augmentations des carburants pour ne pas baisser les recettes liées aux taxes. Celles-ci permettent le financement d'aides particulières en faveur de l'écologie.
- Egalement, la baisse du prix de l'essence pourrait faire baisser le choix du diesel pour les voitures.
- Proposition également de mettre en place des radars pédagogiques qui en plus de la vitesse du véhicule contrôlé indiqueraient son émission de CO2.
- Enfin, la taxation des carburants doit être utilisée pour aider les transports en commun.



Réflexions annexes :

L'éco citoyenneté doit être apprise aux enfants. Il y a trop de déchet et les pollueurs doivent être les payeurs.

- Pour exemple, la consigne pour les bouteilles en verre doit être rétablie. Les plastiques doivent disparaître car ils sont issus du pétrole.
- Le financement de la transition écologique doit prendre en compte le remplacement du pétrole. Pour cela il faut augmenter le budget de la recherche.
- Le bio et le local et les circuits courts doivent faire partie des axes à développer pour lutter contre les élevages intensifs en batterie, l'utilisation de produits dangereux pour la santé, l'environnement et la perte des petites structures agricoles.
- La politique écologique européenne manque de volonté et de consensus dans sa gouvernance. Il y a trop de lobbies qui pénalise le développement de l'écologie dans les pays européens pour preuve le canal Seine Nord Europe, le ferroutage pour les camions...





Atelier "Autres sujets"

Synthèse des débats

L'atelier Autres Sujets a accueilli, entre 9h et 16h, 34 participants, qui se sont répartis autour de 6 tables rondes différentes. Ils ont échangé sur des thématiques libres. Au total 29 lignes de sous thèmes ont été recensées. Deux d'entre eux ont donné lieu à des échanges plus nombreux : la protection sociale sous des formes diverses et les relations entre l'école et les familles. D'autres sujets ont pu, néanmoins, être abordés : la sécurité routière, le rôle des médias, le traitement réservé aux animaux.

AUTRES SUJETS				
N° S/ thèmes	Nbre	Définition des sous thèmes		
4	7	Endettement, pauvreté, illégitimité		
7	6	Rapports école famille		
2	4	La sécurité routière		
5	4	Aides sociales		
1	3	Les personnes âgées		
3	2	Les médias	Nbre de tables	6
6	2	Handicap	Nbre de personnes	34
8	1	Traitement des animaux	Nbre de lignes S/Thèmes	29

La protection sociale, les retraites, les personnes en situation de pauvreté et le handicap :

- Les préoccupations portent sur le devenir des pensions de réversion, les écarts de retraite entre le public et le privé ainsi que sur la réforme à venir mais aussi sur les aides sociales (allocations, minimas sociaux).
- Les participants ont surtout insisté sur les conditions de versement et d'utilisation de certaines allocations (allocations familiales versées à des familles ayant leurs enfants placés en famille d'accueil, utilisation de l'allocation de rentrée scolaire par les familles), et les dérives en matière de fraude.
- Plusieurs facteurs ont été abordés pour illustrer le constat : le niveau d'endettement des familles, généré par un recours facilité aux crédits à la consommation, le niveau trop bas du SMIC, mais aussi la pénurie de logements sociaux, qui conduit à recourir au parc privé, la numérisation de l'administration.

- Pour les personnes sans domicile fixe, l'insuffisance du 115 à traiter les besoins a été signalée. De façon plus générale, les participants ont regretté une couverture insuffisante des besoins par la protection sociale, et pointé la paupérisation des personnes seules (personnes âgées, familles monoparentales).
- Ont été relevés le manque de places en institution pour les enfants handicapés, le reste à charge financier important pour les familles et les lourdeurs des procédures administratives avec la MDPH.

Les relations de l'école avec les familles :

- Les participants ont constaté une situation dégradée, tant au niveau des enseignants qu'à celui des élèves, due à un moindre investissement des familles. Cela est dû à une complexification des rapports entre vie professionnelle et vie privée, à une défaillance éducative qui entraîne une perte de repères et de respect, à un trop-plein de réformes qui entraîne une instabilité permanente.
Il a été également soulevé la difficulté de l'apprentissage du français pour certains publics (élèves étrangers, décrocheurs).

Les autres thèmes évoqués :

- La sécurité routière : les 80 km/h sont importants pour la sécurité, même si la mise en œuvre a été maladroite, notamment du fait de son caractère uniforme.
- Le traitement réservé aux animaux : ce traitement, sous ses différents aspects (abattoirs, corrida, élevage intensif, etc.), doit interpeler la population.
- Les médias : des participants ont relevé le manque d'impartialité et dénoncé la diffusion de fausses informations.

Les préconisations pour la protection sociale, le handicap :

- Retraites : pas de baisse des pensions de réversion et harmonisation des retraites
- Aides sociales : supprimer les allocations familiales en cas de placement de l'enfant en famille d'accueil, mieux cibler l'utilisation de l'allocation de rentrée scolaire, revoir le mode de calcul des différentes aides et allocations, demander aux bénéficiaires du RSA de donner du temps aux Collectivités Locales.
- Pauvreté, endettement : permettre à chacun de trouver sa place dans la société, revaloriser le SMIC, accroître l'effort financier en faveur du logement social et de l'accueil des personnes en situation de pauvreté, inspecter les structures relevant du 115. En matière de lutte contre l'endettement, interdire toute forme de publicité sur les crédits à la consommation, contrôler les particuliers endettés, qui seraient repris dans un fichier consultable par les organismes de crédit.
- Handicap : veiller à une meilleure prise en charge du handicap, créer de nouveaux établissements et embaucher du personnel qualifié.



Les relations entre l'école et les familles

- Un objectif principal : renforcer le soutien à la parentalité, en vue de restaurer le rôle des adultes.
- A cette fin, diverses préconisations sont faites : prendre en compte la situation sociale des familles et mener des actions spécifiques, adapter les conditions de travail des enfants pour mieux tenir compte des contraintes familiales, favoriser les chaînes éducatives pour les enfants dont les parents travaillent (garderies, aides aux devoirs si possible dans les locaux de l'école), prévoir un délai de 10 ans entre chaque réforme de l'école .
- Sur l'école proprement dite : réduire le nombre d'élèves par classe, valoriser la filière professionnelle, mieux payer les enseignants, favoriser l'apprentissage dans les métiers en tension et les métiers manuels, simplifier la langue française.

Les autres thèmes

- La sécurité routière : permettre aux autorités locales de faire des adaptations sur les vitesses autorisées, améliorer l'entretien des routes et la signalisation.
- Les médias : prendre des mesures contre les médias étrangers qui veulent influencer les débats nationaux, promouvoir la neutralité des journalistes et les poursuivre si nécessaire
- Le traitement des animaux : créer un délit de maltraitance animale, supprimer les chasses traditionnelles, organiser un référendum sur la corrida, installer des caméras dans les abattoirs, créer un permis de détention d'animal domestique, arrêter l'élevage intensif.





Atelier "Adolescents et enfants"

Synthèse des débats

L'atelier réservé aux adolescents et aux enfants n'a pas rencontré le succès espéré. Peu de participants ont pris part aux débats seulement 3 ont débattu. Ils ont choisi des sujets à partir d'une préétablie de 19.

Il faut noter que leur vision du monde actuel est bien en phase avec celle des adultes. Avec leurs mots ils ont abordé les sujets sans tabou et en toute sincérité.

11 lignes de sous thèmes ont été abordées.

ADOS et ENFANTS					
N° S/ thèmes	Nbre	Définition des sous thèmes choisis			
10	4	La démocratie			
1	2	La pollution			
5	1	L'armée et la police			
8	1	La laïcité			
11	1	Les discriminations			
12	1	L'immigration			
16	1	Les réseaux sociaux			
2	NA	Le chagement climatique			
3	NA	La richesse			
4	NA	La pauvreté			
6	NA	Les transports			
7	NA	Les élections			
9	NA	Le citoyenneté			
13	NA	Habiter le ville ou la campagne			
14	NA	La république			
15	NA	L'éducation			
14	NA	Le monde dans 100 ans		Nbre de tables	1
18	NA	L'école idéale		Nbre de personnes	3
19	NA	L'argent		Nbre de lignes S/Thèmes	11

La Démocratie :

- Le thème de la démocratie a fait l'objet de remarques sur le rapport entre la démocratie et le Grand Débat National. De même, les interlocuteurs estiment que la démocratie est à l'origine du respect des lois par les hommes. Il est indiqué qu'il faut intéresser et sensibiliser les jeunes au mode électoral car la démocratie ne s'applique pas à tous.

La pollution :

- La pollution préoccupe la jeunesse en particulier les problèmes de particules volatiles. Une législation devrait être mise en place au niveau mondial de même que la sévérité lors des contrôles.

L'armée et la police :

- Il est remarqué que l'armée et la police protègent le pays des attaques et des menaces, que c'est un honneur d'être militaire et que l'armée vient en aide à des jeunes de milieux défavorisés en leur offrant la possibilité d'apprendre un métier. Les conditions de vie des personnels de l'armée et de la police devraient être améliorées (logements). Il est souhaitable qu'ils fassent la promotion de leur engagement pour notre pays.

La laïcité, la discrimination et l'immigration :

- La laïcité est bien un rempart contre les extrêmes et il faut lutter contre les fausses informations. La mixité dans les écoles doit permettre de lutter contre la discrimination et le problème de l'immigration ne pourra pas être résolu sans établir la paix dans les pays en conflit.

Les réseaux sociaux :

- Les messages de haine, les insultes, les fausses informations doivent être supprimés des réseaux sociaux car ils mettent en danger les jeunes.



